

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 087- 2013

Séance du : 22 octobre 2013
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président
Ont assisté à la séance : 17 membres
Absents excusés : 11 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé : /

Présents :

Bernard BLENY, Robert CAHEN, Christelle CREFF-WALRAVENS, Bernard GOY, Estelle HENRIOT, Robert HERRMANN, Bertrand LEMONNIER, Pierre LITZLER, Philippe MAITREAU, Sara MARGUIER, Daniel PAYOT, Olivier PONCER, Anne-Pernelle RICHARDOT, Michel SAMUEL-WEIS, Alain SPOHR, Darek SZUSTER, Yannick WEYNACHT.

Pouvoirs :

Souad EL MAYSOUR donne pouvoir à Daniel PAYOT
Michèle SEILER donne pouvoir à Anne-Pernelle RICHARDOT
Emmanuel SEJOURNE donne pouvoir à Olivier PONCER

Absents excusés :

Jean-Philippe BEDEZ, Françoise BUFFET, Gérard BUQUET, Souad EL MAYSOUR, Robert GROSSMANN, Eléonore LABAUME, Denis RAMBAUD, Sophie ROHFRITSCH, Eric SCHULTZ, Michèle SEILER, Emmanuel SEJOURNE.

4ème point de l'ordre du jour : accord de consortium pour la réalisation du Labex Gream.

Délibéré

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- autorise le Président ou son représentant à signer l'accord de consortium joint en annexe, ainsi que ses avenants éventuels.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 25. octobre 2013
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le : 25. octobre 2013 à 12 heures.



Le Président

Daniel PAYOT

Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration
n° 087- 2013 du 22 octobre 2013

Objet : accord de consortium pour la réalisation du Labex Gream

Exposé des motifs

Cette délibération s'inscrit dans le cadre du partenariat de la HEAR avec l'Université de Strasbourg et concerne plus particulièrement le projet GREAM (Groupe de recherches expérimentales sur l'acte musical), rattaché au label LABEX.

Le projet scientifique du GREAM est fondé sur l'idée de penser la musique comme un acte qui se réalise dans une dimension publique, intersubjective et sociale, et dont les propriétés sont reconnues à la lumière de compétences techniques et symboliques relatives à des contextes culturels spécifiques. Cette perspective entend s'inscrire dans le propos, propre à la recherche musicologique des dernières décennies, d'élargir le cadre de la réflexion des patrimoines de la musique écrite à une plus vaste galaxie comprenant les traditions orales, les pratiques improvisées, les musiques populaires et les créations phonographiques, parfois strictement liées à une dimension multimédia.

Le GREAM privilégie les dimensions collectives de la recherche, en s'associant à d'autres disciplines et en intégrant les jeunes chercheurs (doctorants et docteurs) à la fois aux travaux de recherche, aux publications et à la gouvernance.

Le projet de formation qui en découle est donc fortement porté par le pôle d'enseignement supérieur de la musique strasbourgeois, qui repose sur le Département de musique de l'Université de Strasbourg ainsi que sur l'Académie supérieure de musique de Strasbourg.

Son objectif est de développer :

- la recherche sur les pratiques d'interprétation dans différents répertoires ciblés,
- les chaires d'excellence pour professeurs invités,
- les résidences d'artistes musiciens pour un travail avec les étudiants et les chercheurs,
- les contrats doctoraux pour doctorants dans ces domaines,
- les projets interdisciplinaires : musique, philosophie, littérature comparée, sociologie.

La dimension transfrontalière est incluse dans le laboratoire de recherche avec un projet de master en électro-acoustique en collaboration avec l'Université de Karlsruhe.

Ce projet étant soutenu dans le cadre de l'appel à projets Labex - Laboratoire d'Excellence, l'ensemble des partenaires doivent signer un accord de consortium. Ce document a pour objet essentiel de traiter les questions de gouvernance interne et de partage de la propriété intellectuelle entre les différents partenaires concernés.

Au vu de ces éléments, il est proposé au conseil d'autoriser le Président ou son représentant à signer l'accord de consortium joint en annexe ainsi que ses avenants éventuels.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- autorise le Président ou son représentant à signer l'accord de consortium joint en annexe, ainsi que ses avenants éventuels.

ACCORD DE CONSORTIUM

POUR LA REALISATION DU LABEX GREAM

Pour la réalisation du Projet Laboratoire d'Excellence GREAM
Référence : ANR-10-LABX-27

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'université de Strasbourg, (ci-après « l'Université ») dont le siège social est situé 4 rue Blaise Pascal,
CS 90032, 67081 STRASBOURG CEDEX, numéro SIRET : 130 005 457 00010

représentée par Monsieur Alain BERETZ, en qualité de Président de de l'Université,

ci-après dénommée « **L'ETABLISSEMENT PORTEUR** »

Agissant pour le compte des unités partenaires suivantes :

ACCRA (EA342), Culture et Sociétés en Europe (UMR 7236), Configurations Littéraires (EA 1337), IRMA (UMR 7501),

D'UNE PART

ET

Le Centre National de la Recherche Scientifique (ci-après le « CNRS »), établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est : 3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16, numéro SIRET 089 013 03282

représenté par Monsieur Alain FUCHS, en qualité de Président,

Agissant pour le compte des unités partenaires suivantes :

Culture et Sociétés en Europe (UMR 7236), IRMA (UMR 7501),

ET

La Haute Ecole des Arts du Rhin (ci-après la « HEAR »), établissement public de coopération culturelle, dont le siège est : Adresse : 1 rue de l'Académie 67000 STRASBOURG , Code APE : 8542 Z. N° Siret : 200 028 124

représentée par Monsieur **Daniel PAYOT**, en qualité de Président,

agissant pour l'Académie supérieure de musique de Strasbourg

D'AUTRE PART,

ci-après dénommés ensemble « **PARTENAIRES** » ou individuellement « **PARTENAIRE** »

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – DEFINITIONS.....	3
ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD	3
ARTICLE 3 – NATURE DE L'ACCORD	3
ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DU PROJET.....	3
ARTICLE 5 – ORGANISATION	3
ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	3
ARTICLE 7 - UTILISATION / EXPLOITATION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	3
ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS.....	3
ARTICLE 9 – RESPONSABILITES – ASSURANCES	3
ARTICLE 10 – PRISE D'EFFET - DUREE DE L'ACCORD.....	3
ARTICLE 11 – RETRAIT OU DEFAILLANCE - ADHESION	3
ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE	3
ARTICLE 13 – CORRESPONDANCE.....	3
ARTICLE 14 – INTUITU PERSONAE – CESSIION DE CONTRAT	3
ARTICLE 15 –LITIGES.....	3
ARTICLE 16 – STIPULATIONS DIVERSES	3
ANNEXE 1 : Accord de consortium IdEX.....	3

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIIT :

Vu le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Initiatives d'excellence » de l'Agence Nationale de la Recherche du 26 mars 2013 ;

Vu la convention attributive d'aide n° ANR-10-IDEX-0002-02;

Vu la convention de préfinancement ANR-10-LABX-27 du 25 juillet 2011 permettant le versement d'une avance de 200 000 € au Labex GREAM;

EN CONSEQUENCE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Dans le présent accord, les termes suivants, employés en lettres majuscules, indifféremment au pluriel ou au singulier, auront les significations respectives suivantes :

ACCORD : ensemble constitué par le présent accord de consortium au sens du § 2.4 du REGLEMENT FINANCIER lancés par l'ANR ainsi que ses annexes et ses éventuels avenants.

AIDE : l'aide accordée à l'ETABLISSEMENT PORTEUR par l'ANR pour le compte de l'Etat, pour la réalisation du PROJET, conformément à la CONVENTION.

ANR : Agence Nationale de la Recherche.

COPIL : Comité de Pilotage de l'Idex, organe de gouvernance principal de l'Idex UNISTRA, conforme à l'annexe 4 de la CONVENTION.

CONNAISSANCES ANTERIEURES : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques ou autres, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les logiciels (sous leur version code-source et code-objet), les brevets, les demandes de brevet, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, sur quelque support qu'elles soient, protégeables ou non, et/ou protégées ou non par un droit de propriété intellectuelle ainsi que tous les droits y afférents, nécessaires à l'exécution du PROJET qui en découlent, et appartenant à un ou conjointement à plusieurs PARTENAIRES, ou détenues par eux avant la date de commencement du PROJET et/ou développées par ceux-ci indépendamment du PROJET, et/ou dont ils ont le droit de disposer. L'identification de l'ensemble des CONNAISSANCES ANTÉRIEURES des PARTENAIRES n'est pas réalisable au jour de la date d'effet de l'ACCORD.

CONTRIBUTION : contributions en moyens humains, financiers, matériels, et/ou intellectuels que chaque PARTENAIRE s'engage à mettre en œuvre pour la réalisation de sa PART DU PROJET..

CONVENTION : Convention attributive d'aide référence n° ANR-10-IDEX-0002-02 conclue le 21 mars 2012 entre ; d'une part l'Etat et l'ANR et d'autre part l'ETABLISSEMENT PORTEUR. L'ANR attribuant à l'université de Strasbourg un montant de 2 M€ (moins le préfinancement de 200 K€) pour le financement du LABEX GREAM La convention attributive d'aide est disponible en annexe de l'accord de consortium IdEX, cf. annexe 1.

ETABLISSEMENT PORTEUR : L'université de Strasbourg, en charge vis à vis de l'ANR de la mise en œuvre du PROJET, de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les PARTENAIRES, de la production des livrables du PROJET, de la tenue des réunions d'avancement, de la communication des RESULTATS et toute autre obligation définie dans la CONVENTION. Ses missions sont décrites à l'article 5.1.1 des présentes.

INFORMATIONS CONFIDENTIELLES : informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, donnée expérimentale et test, dessins, représentation graphique, spécifications, savoir-faire, expérience, logiciel et programme, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les PARTENAIRES et se rapportant directement ou indirectement au PROJET.

Chaque PARTENAIRE reconnaît que les RESULTATS et les CONNAISSANCES ANTERIEURES des autres PARTENAIRES constituent des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

PART DU PROJET : tâches et livrables que chaque PARTENAIRE s'engage à exécuter ou à délivrer au titre de l'exécution du PROJET.

PARTENAIRE : personne morale de droit public ou privé, signataire de l'ACCORD et participant à la réalisation du PROJET.

PERIODE PROBATOIRE : période mentionnée dans la CONVENTION allant de la date d'éligibilité des dépenses jusqu'au 29 février 2016.

PROJET : programme du LABEX tel que décrit dans le dossier validé par le Commissariat Général à l'Investissement et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

REGLEMENT FINANCIER : le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Initiatives d'excellence » de l'ANR et voté par son conseil d'administration et tel que publié sur son site.

RESULTATS : Tous résultats techniques et/ou scientifiques issus de la réalisation du PROJET, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, matériels biologiques ou chimiques et/ou tout autre type de résultats, sous quelque forme qu'ils soient / protégeables ou non et/ou protégés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par un ou plusieurs PARTENAIRES, ou leurs sous-traitants.

UNITE PARTENAIRE : Unité de recherche concourant à la réalisation scientifique du LABEX telle que définie dans le PROJET.

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD

En application de l'article 2.4 du REGLEMENT FINANCIER, l'ACCORD a pour objet de définir les modalités :

- de répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables entre les PARTENAIRES,
- d'organisation de la gouvernance du PROJET,- du partage des droits de propriété intellectuelle des RESULTATS obtenus dans le cadre du PROJETS,
- du régime de publication et/ou de diffusion des RESULTATS,
- de la valorisation des RESULTATS du PROJET.

ARTICLE 3 – NATURE DE L'ACCORD

L'ACCORD ne pourra en aucun cas être considéré comme constituant entre les PARTENAIRES une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les PARTENAIRES.

Les PARTENAIRES déclarent que l'ACCORD ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'affectio societatis en étant formellement exclu.

Aucun PARTENAIRE n'a le pouvoir d'engager les autres PARTENAIRES, ni de créer des obligations à la charge d'aucun autre PARTENAIRE, en dehors de l'ETABLISSEMENT PORTEUR dans le seul cadre de la

mission qui lui est confiée et dans la limite des droits et obligations qui lui sont conférés par les présentes.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DU PROJET

4.1 DISPOSITIONS GENERALES

Les PARTENAIRES s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour participer au PROJET.

Les PARTENAIRES s'engagent à exécuter leur PART DU PROJET conformément aux règles de l'art et à transmettre aux autres PARTENAIRES toutes informations et INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qu'ils jugent nécessaires à la poursuite des objectifs du PROJET ou demandées par l'ANR à l'ETABLISSEMENT PORTEUR conformément à la CONVENTION.

Chaque PARTENAIRE est tenu de faire part, dans les meilleurs délais, à l'ETABLISSEMENT PORTEUR de toutes les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de sa PART DU PROJET, qui sont susceptibles d'en compromettre les objectifs.

Chaque PARTENAIRE fera son affaire de l'obtention des autorisations ou de procédures de déclarations nécessaires à la réalisation de la PART DU PROJET qui lui incombe.

4.2 SOUS-TRAITANCE

Chaque PARTENAIRE est pleinement responsable de la réalisation de sa PART DU PROJET qu'il sous-traite le cas échéant à un tiers, auquel il imposera les mêmes obligations que celles qui lui incombent au titre de l'ACCORD ou des accords spécifiques susceptibles d'en découler, notamment en termes de confidentialité et de propriété intellectuelle.

Ainsi, chaque PARTENAIRE s'engage, dans ses relations avec ses sous-traitants, à prendre toutes les dispositions pour acquérir les droits de propriété intellectuelle sur les RESULTATS obtenus par lesdits sous-traitants dans le cadre de la réalisation de sa PART DU PROJET, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres PARTENAIRES dans le cadre de l'ACCORD ou des accords spécifiques susceptibles d'en découler.

Le PARTENAIRE qui sous-traite devra s'assurer que son sous-traitant ne saurait prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation au titre des articles 6 et 7 ci-après.

Le PARTENAIRE qui sous-traite devra s'assurer qu'il respecte les obligations légales en matière de commande publique le cas échéant.

4.3 PRESENCE DE PERSONNELS D'UN PARTENAIRE DANS LES LOCAUX D'UN AUTRE PARTENAIRE

4.3.1 Généralités

Chaque fois qu'elles existent, les dispositions des accords-cadres, conventions d'unités mixtes de recherche ou assimilées (UMR, USR, etc.), ou conventions d'accueil existant entre les PARTENAIRES s'appliqueront pour les besoins de l'exécution du PROJET et prévaudront sur les stipulations prévues à l'article 4.3.2 ci-dessous.

4.3.2 Accueil de personnel d'un PARTENAIRE dans les locaux d'un autre PARTENAIRE

La présence de personnel d'un PARTENAIRE dans les locaux d'un autre PARTENAIRE pour les besoins de l'exécution du PROJET, obéit aux dispositions suivantes :

- elle doit faire l'objet de l'accord préalable de chaque PARTENAIRE concerné, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à cet accueil seront à la charge de l'employeur dudit personnel.
- le personnel doit respecter de manière générale les conventions d'accueil applicables entre les PARTENAIRES et le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu de travail et les directives qui leur sont notifiées par le PARTENAIRE accueillant.

En tout état de cause, le personnel accueilli demeure sous l'autorité hiérarchique de son employeur qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

4.4 MOYENS FINANCIERS

Chaque PARTENAIRE reçoit de l'ETABLISSEMENT PORTEUR, conformément à la convention de reversement, la part de l'AIDE correspondant à sa PART DU PROJET.

Chaque PARTENAIRE gère directement les moyens propres qu'il mobilise pour les besoins du Labex.

Les montants prévisionnels des engagements financiers que chaque PARTENAIRE supporte aux fins de l'exécution du LABEX sont mentionnés dans le PROJET.

ARTICLE 5 – ORGANISATION

5.1 ETABLISSEMENT PORTEUR

5.1.1 Rôle de l'ETABLISSEMENT PORTEUR

L'ETABLISSEMENT PORTEUR est l'intermédiaire entre les PARTENAIRES et l'ANR pour rendre compte de l'état d'avancement du PROJET, pour assurer la diffusion des documents et plus généralement, pour relayer toutes les questions entre l'ANR et les PARTENAIRES liées à l'exécution du PROJET.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR est notamment chargé de :

- s'assurer que le PROJET est exécuté conformément aux dispositions de la CONVENTION,
- verser aux PARTENAIRES les sommes correspondant à la part de l'AIDE qui leur est attribuée au titre de leur PART DU PROJET,
- assurer la transmission des informations entre les PARTENAIRES et notamment la diffusion des documents de suivi et fin de PROJET,
- établir les relevés des dépenses; à ce titre, il assure la centralisation des relevés de dépenses et des éléments de suivi des PARTENAIRES et leur bonne transmission à l'ANR dans les délais impartis,

- - transmettre à l'ANR la copie de l'ACCORD signée par les PARTENAIRES dans un délai d'un (1) mois à compter de sa date de signature,
- renseigner électroniquement sur la plateforme dédiée partagée avec l'ANR, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Commissariat général à l'Investissement, les indicateurs et données mentionnés dans la CONVENTION,-- diffuser aux PARTENAIRES ou à l'ANR selon le cas, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du PROJET, toutes correspondances d'intérêt commun,
- informer l'ANR en cas de difficulté et/ou de divergence entre les PARTENAIRES, collecter les propositions de solutions émanant de chacune, en assurer la diffusion entre les PARTENAIRES, en élaborer éventuellement la synthèse et veiller à la mise en œuvre de la solution retenue par le COPIL,
- - répondre et coopérer aux demandes qui pourraient être formulées par l'ANR ou l'Etat dans le cadre d'études ou d'audits notamment dans le cadre de l'évaluation en fin de période probatoire,
- consulter l'ANR sur les conséquences du retrait ou de la défaillance ou de l'adhésion d'un PARTENAIRE au PROJET,

5.1.2 Obligations des PARTENAIRES à l'égard de l'ETABLISSEMENT PORTEUR

Afin de permettre à l'ETABLISSEMENT PORTEUR de remplir ses obligations, tant au titre des présentes que de la CONVENTION, chaque PARTENAIRE s'engage à :

- lui fournir tous les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles de l'ANR dans des délais compatibles avec les délais impartis par l'ANR,
- le prévenir sans délai de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale du PROJET,
- lui transmettre, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin de PROJET et des relevés des dépenses destinés à l'ANR,
- communiquer les indicateurs listés en annexe 4 de la CONVENTION, à la demande de l'ETABLISSEMENT PORTEUR et l'informer de tout dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition et de toute cession ou nantissement de brevet dans le cadre de la réalisation du PROJET ainsi que toute activité de valorisation menée sur les RESULTATS.

5.2 LA GOUVERNANCE DU LABEX

La gouvernance du PROJET est décrite dans la note d'impact socio-économique du LABEX et se décompose comme suit :

5.2.1 Comité de pilotage scientifique (CPS)

5.2.1.1 Composition

Le CPS est composé de membres ayant une voix délibérative qui sont :

- le Président de l'Université de Strasbourg ou son représentant ;
- les représentants des autres tutelles ;

- le responsable du projet GREAM sur la totalité de la durée de son mandat ;
- le responsable adjoint du projet sur la totalité de la durée de son mandat ;
- 3 représentants des enseignants-chercheurs du GREAM, élus par l'assemblée générale des enseignants-chercheurs pour une durée de 2 ans. Ce mandat est renouvelable
- un représentant commun pour les doctorants et les docteurs, élu par l'ensemble des docteurs et doctorants du GREAM ;
- 3 personnalités scientifiques extérieures choisies par le responsable du projet GREAM, après concertation avec le responsable adjoint et les membres du GREAM, et renouvelables selon les aléas des disponibilités de ces personnes ;
- 2 personnalités reconnues dans les milieux artistiques, choisies par le responsable du projet GREAM après concertation avec le responsable adjoint ;
- Un représentant de chaque partenaire non-scientifique, en l'occurrence de la HEAR.

Le responsable du GREAM peut convier toute personne dont il juge la présence utile aux réunions du CPS ; cette personne peut participer aux débats mais n'a pas droit de vote.

5.2.1.2 Missions

Les missions du CPS sont de définir la politique scientifique du GREAM dans le cadre des objectifs fixés par le projet scientifique, de se prononcer sur tous les projets et partenariats qui seront soumis au GREAM (dans le cadre d'appel à projets qu'il pourrait initier en lien avec les thématiques de recherche définies), de valider les attributions de chaires et de résidence, de voter les grandes orientations budgétaires à l'année et de se prononcer sur l'admission ou l'exclusion de membres et de structures de recherche ou d'enseignement / valorisation.

5.2.1.3 Fonctionnement

Le CPS est convoqué et présidé par le responsable de projet. Il se réunit au moins une fois par an. Les décisions sont prises à la majorité des voix. Le quorum est atteint lorsque la moitié des membres est présente. En cas d'égalité la voix du responsable de projet compte double, ou en son absence celle du responsable adjoint.

ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ensemble des PARTENAIRES de l'ACCORD s'accordent pour appliquer dans le cadre du LABEX, les règles de propriété intellectuelle définies à l'article 6 de l'accord de consortium IdEX. Cf. Annexe 1

ARTICLE 7 - UTILISATION / EXPLOITATION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ensemble des PARTENAIRES de l'ACCORD s'accordent pour appliquer dans le cadre du LABEX, les règles relatives à l'utilisation et l'exploitation des droits de propriété intellectuelle définies à l'article 7 de l'accord de consortium IdEX. Cf. Annexe 1

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS

L'ensemble des PARTENAIRES de l'ACCORD s'accordent pour appliquer dans le cadre du LABEX, les règles de confidentialité et le régime des publications définis à l'article 8 de l'accord de consortium IdEX. Cf. Annexe 1

ARTICLE 9 – RESPONSABILITES – ASSURANCES

9.1 RESPONSABILITE A L'EGARD DES TIERS

Chaque PARTENAIRE reste responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages que son personnel pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD.

9.2 RESPONSABILITE ENTRE LES PARTENAIRES

9.2.1 Dommages corporels

Chacun des PARTENAIRES prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chacun des PARTENAIRES est responsable suivant les règles du droit commun des dommages de toute nature causés par son personnel au personnel d'un autre PARTENAIRE.

9.2.2 Dommages aux biens

Chacun des PARTENAIRES assume les conséquences, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'il cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD aux biens mobiliers ou immobiliers d'un autre PARTENAIRE.

9.2.3 Dommages Indirects

Les PARTENAIRES renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, etc...) qui pourraient survenir dans le cadre de l'ACCORD.

9.3 GARANTIES ET RESPONSABILITES DU FAIT DES CONNAISSANCES ANTERIEURES, RESULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

Chaque PARTENAIRE reconnaît que les CONNAISSANCES ANTERIEURES, les RESULTATS et les autres informations communiquées aux autres PARTENAIRES dans le cadre de l'exécution de l'ACCORD sont communiqués en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Les CONNAISSANCES ANTERIEURES, les RESULTATS et ces autres informations sont utilisés par les PARTENAIRES dans le cadre de l'ACCORD à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucun des PARTENAIRES n'aura de recours contre les autres PARTENAIRES, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces CONNAISSANCES ANTERIEURES, de ces RESULTATS et de ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

9.4 ASSURANCES

Chaque PARTENAIRE, doit, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Chaque PARTENAIRE doit notamment s'assurer en responsabilité civile exploitation et en responsabilité civile professionnelle.

La règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur » s'applique aux établissements PARTENAIRES.

ARTICLE 10 – PRISE D'EFFET - DUREE DE L'ACCORD

L'ACCORD est conclu pour la même durée que la durée de la CONVENTION.

La date d'effet de l'ACCORD est le 23 novembre 2011 point de départ de l'éligibilité des dépenses de l'IdEx UNISTRA.

Les stipulations des articles 6, 7 et 8 demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre, nonobstant l'expiration ou la résiliation de l'ACCORD.

ARTICLE 11 – RETRAIT OU DEFAILLANCE - ADHESION

11.1 RETRAIT

Un PARTENAIRE qui souhaite se retirer du PROJET devra notifier sa décision dûment motivée à l'ETABLISSEMENT PORTEUR et à l'ANR dans les meilleurs délais.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR convoque une réunion exceptionnelle du COPIL dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence du PARTENAIRE souhaitant se retirer qui exposera à cette occasion ses justifications.

La résiliation de l'ACCORD vis-à-vis du PARTENAIRE qui se retire prend effet à la date de la première présentation de la notification que lui adresse l'ETABLISSEMENT PORTEUR postérieurement à la réunion du COPIL.

11.2 DEFAILLANCE D'UNE UNITE PARTENAIRE

Au cas où l'une des UNITE PARTENAIRE manquerait aux obligations qui lui incombent, l'ETABLISSEMENT PORTEUR lui adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception. Dans l'hypothèse où celle-ci resterait sans effet pendant un délai d'un (1) mois, l'ETABLISSEMENT PORTEUR convoque une réunion exceptionnelle du COPIL dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence du PARTENAIRE défaillant qui exposera à cette occasion ses justifications.

Le COPIL peut décider d'exclure l'UNITE PARTENAIRE défaillante du PROJET, le PARTENAIRE tutelle ne prenant pas part au vote.

Cette décision est soumise à l'approbation de l'ANR.

Dans ce cas, la résiliation de l'ACCORD vis-à-vis du PARTENAIRE exclu prend effet à la date de la première présentation de la notification que lui adresse l'ETABLISSEMENT PORTEUR postérieurement à la réunion du COPIL.

11.3 CONSEQUENCES DU RETRAIT OU DE LA DEFAILLANCE

Le COPIL identifie les conséquences du retrait ou de la défaillance, émet les solutions que l'ETABLISSEMENT PORTEUR soumet à l'ANR afin de permettre la poursuite du PROJET, conformément aux stipulations de l'article 5 ci-avant.

La PART DU PROJET affectée par le retrait ou l'exclusion de l'UNITE PARTENAIRE pourra être assurée par une autre UNITE PARTENAIRE ou par un tiers désigné par le COPIL, sous réserve de l'acceptation du PARTENAIRE qui se voit réaffecter la PART DU PROJET et que cette réaffectation soit approuvée par l'ANR.

Dans les cas prévus aux articles 11.1 et 11.2, le PARTENAIRE exclu ou qui se retire s'engage à communiquer aux autres PARTENAIRES ou au tiers remplaçant ce premier, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations nécessaires à l'exécution de la PART DU PROJET affectée. En outre, le PARTENAIRE exclu ou qui se retire s'engage à ne pas opposer aux autres PARTENAIRES ou au tiers le remplaçant, ses droits de propriété intellectuelle relatifs à ses CONNAISSANCES ANTERIEURES et RESULTATS, pour la poursuite du PROJET concernés. Il s'engage à négocier les termes d'une licence pour l'exploitation de ses RESULTATS et/ou de ses CONNAISSANCES ANTERIEURES, dans les conditions de l'article 7 ci-avant.

Le retrait ou l'exclusion d'un PARTENAIRE ne dispense pas celui-ci de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation de l'ACCORD à son égard et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation par les autres PARTENAIRES à l'exercice de leurs droits à d'éventuels dommages et intérêts.

11.4 ADHESION D'UN TIERS

La participation d'une nouvelle personne morale au PROJET en qualité de PARTENAIRE est soumise à l'approbation des PARTENAIRES, du COPIL et de l'ANR ainsi et qu'à la signature préalable d'un Accord. Les PARTENAIRES donnent mandat à l'ETABLISSEMENT PORTEUR de signer en leur nom et pour leur compte l'avenant à l'ACCORD ayant pour seul objet l'entrée d'un nouveau partenaire et n'introduisant aucune modification à l'ACCORD.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

Aucun PARTENAIRE ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1148 du code civil et de la jurisprudence.

Le PARTENAIRE invoquant un événement constitutif d'un cas de force majeure devra en aviser l'ETABLISSEMENT PORTEUR par écrit avec avis de réception dans les dix (10) jours calendaires suivant la survenance de cet événement. L'ETABLISSEMENT PORTEUR devra ensuite en informer l'ANR dans les meilleurs délais.

Le COPIL se réunit dans les plus brefs délais afin de proposer une solution pour permettre la réalisation du PROJET.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR informera l'ANR de la solution retenue pour assurer la continuité du PROJET.

ARTICLE 13 – CORRESPONDANCE

Toute notification relative à l'exécution ou à l'interprétation de l'ACCORD sera valablement faite aux coordonnées respectives des PARTENAIRES. Toute notification devra, pour être valablement opposée aux autres PARTENAIRES, être faite par courrier électronique avec accusé de réception, par télécopie ou par lettre recommandée avec avis de réception, qui sera réputée remise à compter de la première présentation au PARTENAIRE récepteur.

Chaque PARTENAIRE devra informer les autres PARTENAIRES, via l'ETABLISSEMENT PORTEUR, par écrit, de tout changement d'interlocuteur ou d'adresse dans les meilleurs délais.

ARTICLE 14 – INTUITU PERSONAE – CESSION DE CONTRAT

Les PARTENAIRES déclarent que l'ACCORD est conclu intuitu personae.

En conséquence, aucun PARTENAIRE n'est autorisé à céder à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations sans l'autorisation du COPIL et de l'ANR.

ARTICLE 15 – LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de l'ACCORD, les PARTENAIRES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du COPIL.

En cas de désaccord persistant, le litige sera définitivement tranché par les tribunaux compétents saisis à l'initiative du PARTENAIRE le plus diligent.

ARTICLE 16 – STIPULATIONS DIVERSES

16.1 NULLITE

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des stipulations de l'ACCORD serait contraire à une loi ou à un texte réglementaire impératifs, les PARTENAIRES procèderaient aux modifications de l'ACCORD nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de l'ACCORD resteraient en vigueur.

16.2 OMISSIONS

Le fait, par l'un des PARTENAIRES d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'ACCORD, ne peut en aucun cas impliquer renonciation par le PARTENAIRE intéressé à s'en prévaloir ultérieurement.

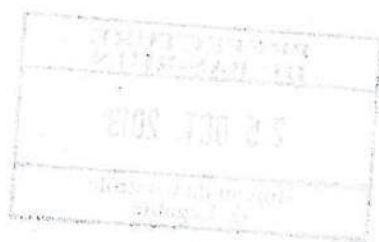
16.3 MODIFICATIONS

Aucune addition ou modification des termes de l'ACCORD n'a d'effet à l'égard des PARTENAIRES à moins d'être faite par avenant signé par leurs représentants dûment habilités.

16.4 ANNEXE

Annexe 1 : Accord de consortium IdEX

En foi de quoi, les PARTENAIRES ont fait signer en autant d'exemplaires originaux que de PARTENAIRES l'ACCORD par leurs représentants respectifs dûment autorisés, à la date indiquée ci-dessous.



Fait à Strasbourg, le , en 4 exemplaires

Pour l'Université de Strasbourg

Pour le CNRS

Pour la HEAR



ANNEXES

ANNEXE 1 : Accord de consortium IdEX

ANNXE 1 : ACCORD DE CONSORTIUM

**POUR LA REALISATION DU PROJET « PAR-DELA LES FRONTIERES,
L'UNIVERSITE DE STRASBOURG » (UNISTRA)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'université de Strasbourg, (ci-après « l'Université ») dont le siège social est situé 4 rue Blaise Pascal, CS 90032, 67081 STRASBOURG CEDEX, numéro SIRET : 130 005 457 00010

représentée par Monsieur Alain BERETZ, en qualité de Président de l'Université,

ci-après dénommée « **L'ETABLISSEMENT PORTEUR** »

**De première
PART**

ET

Le Centre National de la Recherche Scientifique (ci-après le « CNRS »), établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est : 3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16, numéro SIRET 089 013 03282

représenté par Monsieur Alain FUCHS, en qualité de Président,

ET

L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (ci-après l'« INSERM »), établissement public à caractère scientifique et technologique dont le siège est situé 101 rue de Tolbiac 75013 Paris, numéro SIRET : 180 03 60 48 000 15

représenté par Monsieur André SYROTA, en qualité de Président Directeur Général,

ci-après dénommés « **PARTENAIRES** » conjointement avec l'ETABLISSEMENT PORTEUR ou individuellement « **PARTENAIRE** »

**De seconde
PART,**

ET

La Fondation Université de Strasbourg (ci-après « la FONDATION »), dont le siège est situé 8 allée Gaspard Monge – BP 70028 – 67083 Strasbourg cedex, SIRET 753 826 718 0011

représentée par Monsieur Régis Bello, en qualité de Président,

Ci-après dénommée « **PARTENAIRE ASSOCIE** »

De troisième PART

Les PARTENAIRES et le PARTENAIRE ASSOCIE sont conjointement désignés par le terme « **PARTIES** » ou individuellement « **PARTIE** ».

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – DEFINITIONS.....	5
ARTICLE 2 – OBJET DE L’ACCORD.....	6
ARTICLE 3 – NATURE DE L’ACCORD	6
ARTICLE 4 – MODALITES D’EXECUTION DU PROJET	7
ARTICLE 5 – ORGANISATION	8
ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	10
ARTICLE 7 - UTILISATION / EXPLOITATION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	10
ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS.....	10
ARTICLE 9 – RESPONSABILITES – ASSURANCES	11
ARTICLE 10 – PRISE D’EFFET - DUREE DE L’ACCORD	12
ARTICLE 11 – RETRAIT OU DEFAILLANCE - ADHESION	12
ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE	13
ARTICLE 13 – CORRESPONDANCE.....	14
ARTICLE 14 – INTUITU PERSONAE – CESSIION DE CONTRAT	14
ARTICLE 15 –LITIGES.....	14
ARTICLE 16 – STIPULATIONS DIVERSES	14
ANNEXE 1 : Accord de consortium IdEX.....	16
ARTICLE 1 – DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 – OBJET DE L’ACCORD.....	6
ARTICLE 3 – NATURE DE L’ACCORD	7
ARTICLE 4 – MODALITES D’EXECUTION DU PROJET	7
ARTICLE 5 – ORGANISATION	8
ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	12
ARTICLE 7 - UTILISATION / EXPLOITATION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	16

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS.....	18
ARTICLE 9 – RESPONSABILITES – ASSURANCES	20
ARTICLE 10 – PRISE D’EFFET - DUREE DE L’ACCORD - RESILIATION	22
ARTICLE 11 – RETRAIT OU DEFAILLANCE - ADHESION	22
ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE	23
ARTICLE 13 – CORRESPONDANCE	24
ARTICLE 14 – INTUITU PERSONAE – CESSIION DE CONTRAT	24
ARTICLE 15 –LITIGES.....	24
ARTICLE 16 – STIPULATIONS DIVERSES	24

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIIT :

Vu le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Initiatives d'excellence » de l'Agence Nationale de la Recherche du 26 mars 2013 ;

Vu la convention attributive d'aide n° ANR-10-IDEX-0002-02 et plus particulièrement son article 6.3 ;

Vu l'article 3.2.2 de la communication de la Commission européenne relative à l'Encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation (2006/C 323/01), qui détermine les conditions d'absence d'aide indirecte octroyée à une entreprise par l'intermédiaire d'un organisme de recherche ;

EN CONSEQUENCE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Dans le présent accord, les termes suivants, employés en lettres majuscules, indifféremment au pluriel ou au singulier, auront les significations respectives suivantes :

ACCORD : ensemble constitué par le présent accord de consortium au sens du § 2.4 du règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre des appels à projets « initiatives d'excellence » lancés par l'ANR ainsi que ses annexes et ses éventuels avenants.

AFFILIE : Toute personne morale qui est contrôlée, directement ou indirectement, par un des PARTENAIRES, ou contrôle un des PARTENAIRES ou est sous le même contrôle qu'un des PARTENAIRES, et ce tant que ce contrôle durera.

Pour les besoins de cette définition, on entend par contrôle la détention de :

- 50% ou plus du capital social de cette personne morale, ou
- 50% ou plus des droits de vote des actionnaires ou des associés de cette personne morale.

AIDE : l'aide accordée à l'ETABLISSEMENT PORTEUR par l'ANR pour le compte de l'Etat, pour la réalisation du PROJET, conformément à la CONVENTION.

ANR : Agence Nationale de la Recherche.

BREVETS NOUVEAUX : Toute demande de brevet et brevet découlant du PROJET, portant sur des RESULTATS.

COPIL : Comité de Pilotage de l'Idex, organe de gouvernance principal de l'Idex UNISTRA, conforme à l'annexe 4 de la CONVENTION.

CONNAISSANCES ANTERIEURES : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques ou autres, et notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les logiciels (sous leur version code-source et code-objet), les brevets, les

demandes de brevet, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, sur quelque support qu'elles soient, protégeables ou non, et/ou protégées ou non par un droit de propriété intellectuelle ainsi que tous les droits y afférents, nécessaires à l'exécution du PROJET, et appartenant à un ou conjointement à plusieurs PARTENAIRES, ou détenues par eux avant la date de commencement du PROJET et/ou développées par ceux-ci indépendamment du PROJET, et/ou dont ils ont le droit de disposer. L'identification de l'ensemble des CONNAISSANCES ANTÉRIEURES des PARTENAIRES n'est pas réalisable au jour de la date d'effet de l'ACCORD.

CONTRIBUTION : contributions en moyens humains, financiers, matériels, et/ou intellectuels que chaque PARTENAIRE s'engage à mettre en œuvre pour la réalisation de sa PART DU PROJET.

CONVENTION : Convention attributive d'aide conclue le 21 mars 2012 entre d'une part l'Etat et l'ANR et d'autre part l'ETABLISSEMENT PORTEUR, cette convention porte la référence n° ANR-10-IDEX-0002-02 et est jointe en annexe 2.

ETABLISSEMENT PORTEUR : L'université de Strasbourg, en charge vis à vis de l'ANR de la mise en œuvre du PROJET, de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les PARTENAIRES et le PARTENAIRE ASSOCIE, de la production des livrables du PROJET, de la tenue des réunions d'avancement, de la communication des RESULTATS et toute autre obligation définie dans la CONVENTION. Ses missions sont décrites à l'article 5.1.1 des présentes.

INFORMATIONS CONFIDENTIELLES : informations et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, donnée expérimentale et test, dessins, représentation graphique, spécifications, savoir-faire, expérience, logiciel et programme, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, échangées entre les PARTENAIRES et se rapportant directement ou indirectement au PROJET.

Chaque PARTENAIRE reconnaît que les RESULTATS et les CONNAISSANCES ANTERIEURES des autres PARTENAIRES constituent des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

LOGICIEL : Tout programme d'ordinateur ainsi que la documentation associée et le matériel de conception préparatoire (algorithmes et spécifications fonctionnelles détaillées), le code source, ainsi que le code exécutable de ce programme d'ordinateur.

ORGANISME DE RECHERCHE : au sens de l'Encadrement communautaire susmentionné, toute entité telle qu'une université ou un institut de recherche, quel que soit son statut légal (organisme de droit public ou privé) ou son mode de financement, dont la mission principale est d'exercer des activités de recherche fondamentale, de recherche industrielle ou de développement expérimental et de diffuser leurs résultats par l'enseignement, la publication ou le transfert de technologie ; les profits sont intégralement réinvestis dans ces activités, dans la diffusion de leurs résultats ou dans l'enseignement ; les entreprises qui peuvent exercer une influence sur une telle entité, par exemple en leur qualité d'actionnaire ou de membre, ne bénéficient d'aucun accès privilégié à ses capacités de recherche ou aux résultats qu'il produit.

PART DU PROJET : tâches et livrables que chaque PARTENAIRE s'engage à exécuter ou à délivrer au titre de l'exécution du PROJET.

PARTENAIRES COPROPRIETAIRES : PARTENAIRES ayant développé conjointement un ou plusieurs RESULTATS COMMUNS.

PARTENAIRE : personne morale de droit public ou privé, signataire de l'ACCORD et participant à la réalisation du PROJET (Université de Strasbourg, CNRS, Inserm).

PARTENAIRE ASSOCIE : fondation de l'université de Strasbourg, signataire de l'ACCORD et opérateur dans le PROJET, qui peut être chargé de la gestion de fonds IdEx, de la promotion de l'IdEx ou de la collecte de fonds pour accompagner le PROJET.

PARTIES : Dénomination regroupant les PARTENAIRES et le PARTENAIRE ASSOCIE (Université de Strasbourg, CNRS, Inserm et Fondation Université de Strasbourg).

PERIODE PROBATOIRE : période mentionnée dans la CONVENTION allant de la date d'éligibilité des dépenses jusqu'au 29 février 2016.

PROJET : « initiative d'excellence », lancée par l'ANR, conformément aux objectifs définis par la CONVENTION.

REGLEMENT FINANCIER : le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Initiatives d'excellence » de l'ANR et voté par son conseil d'administration et tel que publié sur son site.

RESULTATS : Tous résultats techniques et/ou scientifiques issus de la réalisation du PROJET, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, matériels biologiques ou chimiques et/ou tout autre type de résultats, sous quelque forme qu'ils soient / protégeables ou non et/ou protégés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par un ou plusieurs PARTENAIRES, ou leurs sous-traitants.

On distingue deux types de RESULTATS :

RESULTATS COMMUNS : tout RESULTAT obtenu dans le cadre de la réalisation du PROJET conjointement par plusieurs PARTENAIRES sans qu'aucun d'entre eux ne soit en mesure d'en réclamer raisonnablement la pleine propriété.

RESULTATS PROPRES : tout RESULTAT obtenu au titre de la réalisation du PROJET par un PARTENAIRE seul.

CONECTUS : Société d'Accélération du Transfert de Technologies en Alsace

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD

En application de l'article 6.3 de la CONVENTION, l'ACCORD a pour objet de définir les modalités :

- de répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables entre les PARTENAIRES,
- d'organisation de la gouvernance du PROJET,
- du partage des droits de propriété intellectuelle des RESULTATS obtenus dans le cadre du PROJETS,
- du régime de publication et/ou de diffusion des RESULTATS,
- de la valorisation des RESULTATS du PROJET.

ARTICLE 3 – NATURE DE L'ACCORD

L'ACCORD ne pourra en aucun cas être considéré comme constituant entre les PARTIES une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les PARTIES.

Les PARTIES déclarent que l'ACCORD ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'affectio societatis en étant formellement exclu.

Aucune PARTIE n'a le pouvoir d'engager les autres PARTIES, ni de créer des obligations à la charge d'aucune autre PARTIE, en dehors de l'ETABLISSEMENT PORTEUR dans le seul cadre de la mission qui lui est confiée et dans la limite des droits et obligations qui lui sont conférés par les présentes.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DU PROJET

4.1 DISPOSITIONS GENERALES

Les PARTIES s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour participer au PROJET.

Les PARTIES s'engagent à exécuter leur PART DU PROJET conformément aux règles de l'art et à transmettre aux autres PARTIES toutes informations et INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qu'ils jugent nécessaires à la poursuite des objectifs du PROJET ou demandées par l'ANR à l'ETABLISSEMENT PORTEUR conformément à la CONVENTION.

Chaque PARTIE est tenue de faire part, dans les meilleurs délais, à l'ETABLISSEMENT PORTEUR de toutes les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de sa PART DU PROJET, qui sont susceptibles d'en compromettre les objectifs.

Chaque PARTIE fera son affaire de l'obtention des autorisations ou de procédures de déclarations nécessaires à la réalisation de la PART DU PROJET qui lui incombe.

4.2 SOUS-TRAITANCE

Chaque PARTENAIRE est pleinement responsable de la réalisation de sa PART DU PROJET qu'il sous-traite le cas échéant à un tiers, auquel il imposera les mêmes obligations que celles qui lui incombent au titre de l'ACCORD ou des accords spécifiques susceptibles d'en découler, notamment en termes de confidentialité et de propriété intellectuelle.

Ainsi, chaque PARTENAIRE s'engage, dans ses relations avec ses sous-traitants, à prendre toutes les dispositions pour acquérir les droits de propriété intellectuelle sur les RESULTATS obtenus par lesdits sous-traitants dans le cadre de la réalisation de sa PART DU PROJET, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres PARTENAIRES dans le cadre de l'ACCORD ou des accords spécifiques susceptibles d'en découler.

Le PARTENAIRE qui sous-traite devra s'assurer que son sous-traitant ne saurait prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation au titre des articles 6 et 7 ci-après.

Le PARTENAIRE qui sous-traite devra s'assurer qu'il respecte les obligations légales en matière de commande publique le cas échéant.

4.3 PRESENCE DE PERSONNELS D'UNE PARTIE DANS LES LOCAUX D'UNE AUTRE PARTIE

4.3.1 Généralités

Chaque fois qu'elles existent, les dispositions des accords-cadres, conventions d'unités mixtes de recherche ou assimilées (UMR, USR, etc.), ou conventions d'accueil existant entre les PARTIES s'appliqueront pour les besoins de l'exécution du PROJET et prévaudront sur les stipulations prévues à l'article 4.3.2 ci-dessous.

4.3.2 Accueil de personnel d'une PARTIE dans les locaux d'une autre PARTIE

La présence de personnel d'une PARTIE dans les locaux d'une autre PARTIE pour les besoins de l'exécution du PROJET, obéit aux dispositions suivantes :

- elle doit faire l'objet de l'accord préalable de chaque PARTIE concernée, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à cet accueil seront à la charge de l'employeur dudit personnel.
- le personnel doit respecter de manière générale les conventions d'accueil applicables entre les PARTIES et le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu de travail et les directives qui leur sont notifiées par la PARTIE accueillante.

En tout état de cause, le personnel accueilli demeure sous l'autorité hiérarchique de son employeur qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

4.4 MOYENS FINANCIERS

Chaque PARTIE reçoit de l'ETABLISSEMENT PORTEUR la part de l'AIDE correspondant à sa PART DU PROJET.

Chaque PARTIE supporte individuellement la CONTRIBUTION nécessaire à l'exécution de sa PART DU PROJET.

Les montants prévisionnels des engagements financiers que chaque PARTIE supporte aux fins de l'exécution du PROJET sont mentionnés en Annexe 1.

Les coûts supplémentaires non inclus dans la CONTRIBUTION de chaque PARTIE sont subordonnées le cas échéant à l'approbation de son organe délibérant ou de son représentant légal ou toute autre personne dûment habilitée à cet effet.

ARTICLE 5 – ORGANISATION

5.1 ETABLISSEMENT PORTEUR

5.1.1 Rôle de l'ETABLISSEMENT PORTEUR

L'ETABLISSEMENT PORTEUR est l'intermédiaire entre les PARTIES et l'ANR pour rendre compte de l'état d'avancement du PROJET, pour assurer la diffusion des documents et plus généralement, pour relayer toutes les questions entre l'ANR et les PARTIES liées à l'exécution du PROJET.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR est notamment chargé de :

- s'assurer que le PROJET est exécuté conformément aux dispositions de la CONVENTION,
- verser aux PARTIES les sommes correspondant à la part de l'AIDE qui leur est attribuée au titre de leur PART DU PROJET,
- assurer la transmission des informations entre les PARTIES et notamment la diffusion des documents de suivi et fin de PROJET prévus dans la CONVENTION,
- établir les comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin de PROJET et relevés des dépenses selon les dispositions de la CONVENTION ; à ce titre, il assure la centralisation des relevés de dépenses et des éléments de suivi des PARTIES et leur bonne transmission à l'ANR dans les délais impartis,
- transmettre à l'ANR la copie de l'ACCORD signée par les PARTIES dans un délai d'un (1) mois à compter de sa date de signature,
- s'assurer de la cohérence du PROJET par rapport aux objectifs visés par la CONVENTION,
- renseigner électroniquement sur la plateforme dédiée partagée avec l'ANR, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Commissariat général à l'Investissement, les indicateurs et données mentionnés dans la CONVENTION, diffuser aux PARTIES ou à l'ANR selon le cas, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du PROJET, toutes correspondances d'intérêt commun,
- informer l'ANR en cas de difficulté et/ou de divergence entre les PARTIES, collecter les propositions de solutions émanant de chacune, en assurer la diffusion entre les PARTIES, en élaborer éventuellement la synthèse et veiller à la mise en œuvre de la solution retenue par le COPIL,
- participer aux opérations de communication impliquant les PARTIES dans les conditions prévues dans la CONVENTION,
- répondre et coopérer aux demandes qui pourraient être formulées par l'ANR ou l'Etat dans le cadre d'études ou d'audits notamment dans le cadre de l'évaluation en fin de période probatoire,
- consulter l'ANR sur les conséquences du retrait ou de la défaillance ou de l'adhésion d'une PARTIE au PROJET,

5.1.2 Obligations des PARTIES à l'égard de l'ETABLISSEMENT PORTEUR

Afin de permettre à l'ETABLISSEMENT PORTEUR de remplir ses obligations, tant au titre des présentes que de la CONVENTION, chaque PARTIE s'engage à :

- lui fournir tous les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles de l'ANR dans des délais compatibles avec les délais impartis par l'ANR,
- porter à sa connaissance l'état d'avancement de sa PART DU PROJET, selon une périodicité à définir d'un commun accord,
- le prévenir sans délai de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale du PROJET,

- lui transmettre, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des comptes rendus intermédiaires d'avancement et de fin de PROJET et des relevés des dépenses destinés à l'ANR,
- communiquer les indicateurs listés en annexe 4 de la CONVENTION, à la demande de l'ETABLISSEMENT PORTEUR et l'informer de tout dépôt de brevet, de certificat d'utilité ou de certificat d'addition et de toute cession ou nantissement de brevet dans le cadre de la réalisation du PROJET ainsi que toute activité de valorisation menée sur les RESULTATS.

5.2 LA GOUVERNANCE DU PROJET

La gouvernance du PROJET est décrite dans l'annexe 4 « Objectifs d'organisation et de gouvernance, trajectoire, jalons, cibles et indicateurs de l'Idex » de la CONVENTION. Elle s'appuie sur les instances légales de l'université (Conseil d'Administration, Commission Recherche, Commission de la Formation et de la Vie Universitaire) et sur son Comité d'Orientation Stratégique. Elle associe les organismes de recherche partenaires à travers le Comité de pilotage et le Groupe Partenariat Recherche. Pendant LA PERIODE PROBATOIRE, elle repose sur le COPIL au sein duquel les PARTIES sont représentées.

5.2.1 LE COPIL

Pour favoriser le bon déroulement du PROJET, le COPIL prévu à l'annexe 4 de la CONVENTION est *« chargé de piloter la mise en œuvre de l'IdEx »*.

5.2.1.1 Composition

Le COPIL est présidé par le président de l'ETABLISSEMENT PORTEUR, ou, en cas d'impossibilité, par le premier Vice-Président. Son fonctionnement est assuré par le vice-président délégué aux investissements d'Avenir et le Directeur Exécutif.

A la date d'effet de l'ACCORD, le COPIL est composé :

- d'un représentant de chaque PARTENAIRE : l'Inserm, le CNRS et l'université de Strasbourg
- de trois 3 vice-présidents représentant de l'université
- d'un représentant des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, membre de droit
- un représentant du PARTENAIRE ASSOCIE, la Fondation Universitaire de Strasbourg
- trois représentants du monde académique désignés par l'ETABLISSEMENT PORTEUR
- deux représentants du monde économique désignés par l'ETABLISSEMENT PORTEUR

Chaque membre peut désigner un suppléant au sein de du même établissement que lui qui dispose des mêmes pouvoirs de décision que le membre titulaire lorsqu'il le remplace.

L'ANR peut en tant que de besoin être invitée par l'ETABLISSEMENT PORTEUR et être consultée par le COPIL sur toute question relative au PROJET.

5.2.1.2 Missions du COPIL

Les principales missions du COPIL sont décrites au dans l'annexe 4 de la CONVENTION.

D'une manière générale, le COPIL est chargé du suivi de l'exécution de l'ACCORD, et notamment de l'avancement du PROJET. Il veille au respect des échéances prévues.

Sous la responsabilité du Conseil d'administration de l'université,

- il définit les modalités et les conditions d'activation des instruments mis en place dans le cadre de l'IdEx,
- il propose les procédures et le lancement, il organise le suivi des appels à projets internes prévus dans les instruments de l'IdEx,
- il définit les objectifs, les moyens et les procédures d'évaluation et d'impact des différents instruments de l'IdEx,
- conformément à l'engagement du projet IdEx, il est garant d'une forte concentration des moyens sur le périmètre d'excellence (70% des moyens), d'un soutien sélectif (30% des moyens) aux projets émergents à fort potentiel, et s'assure de leur effet d'entraînement sur l'ensemble de l'université,
- il propose les éventuelles évolutions du périmètre d'excellence, après une évaluation des projets par un comité scientifique international ad hoc,
- en lien avec la tutelle des partenaires, il veille à la bonne articulation entre le déroulement du programme IdEx et les objectifs, l'ambition et la vision du projet d'établissement, tels qu'ils seront proposés dans les futurs Contrats quinquennaux de l'établissement.

Les décisions du COPIL sont transmises aux instances de l'université de Strasbourg, lesquelles dans leur champ de compétences, réalisent la mise en œuvre opérationnelle des orientations prises par le COPIL.

Il est également l'organe de concertation entre les PARTENAIRES en cas de difficulté ou de litige quelle qu'en soit la nature.

Les PARTENAIRES s'informent, par l'intermédiaire du COPIL, des mesures prises par chacun d'eux pour protéger leurs RESULTATS.

5.2.1.3 Fonctionnement du COPIL

Le COPIL se réunit au minimum six (6) fois par an pendant la durée du PROJET, aux dates qu'il aura lui-même fixées et communiquées aux PARTENAIRES.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR adresse l'ordre du jour de chaque réunion, par voie électronique à l'ensemble des membres au moins dix (10) jours avant la tenue du COPIL et communique, après la tenue de celle-ci, le compte-rendu à l'ensemble des membres. Un ou plusieurs PARTENAIRES, agissant dans le délai de sept (7) jours calendaires suivant la convocation, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour du COPIL de projets de décision par tout moyen de communication.

Le COPIL prend ses décisions par consensus de l'ensemble des membres prenant part aux débats.

5.2.2 Le Groupe Partenariat Recherche

Pour la mise en œuvre du volet Recherche du PROJET, les PARTENAIRES se concertent étroitement au sein d'un Groupe Partenariat Recherche.

5.2.2.1 Composition

Le Groupe Partenariat Recherche est composé de représentants, au plus haut niveau, des PARTENAIRES: l'université de Strasbourg, du CNRS et de l'Inserm. Ces représentants sont assistés des services compétents et de la Mission Investissement d'Avenir de l'université de Strasbourg.

5.2.2.2 Mission

Le Groupe Partenariat Recherche est force de proposition pour le COPIL du PROJET sur les actions concernant la recherche : il fait des propositions en matière de modalités, procédures et moyens pour ces actions. Il propose également des actions conjointes conduites par les établissements pour accompagner l'initiative d'excellence. Enfin, il travaille à une bonne articulation entre les actions mises en œuvre dans le cadre de l'IDEX et le développement de la politique de site partagée par les trois partenaires.

Il se réunit préalablement à chaque COPIL. Les décisions sont prises par consensus.

5.3 Rôle de la FONDATION

La FONDATION est PARTENAIRE ASSOCIE de l'accord de consortium et intervient en tant qu'opérateur.

A ce titre la FONDATION assure la gestion de tout ou d'une quote-part de l'AIDE selon les prérogatives qui lui sont conférées par l'ETABLISSEMENT PORTEUR dans le respect des accords et conventions entre les PARTENAIRES.

La FONDATION n'a pas vocation à intervenir dans la réalisation des PROJETS et ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur les RESULTATS. La fondation cède les droits qu'elle détient sur les résultats obtenus par les personnes qu'elle emploie et susceptibles de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle ou droits sur les logiciels, dans le respect des dispositions du Code de la propriété intellectuelle, aux établissements dont relèvent les unités de recherche accueillant ces personnes. Cette cession fera l'objet d'un contrat de cession qui prévoira les modalités permettant l'intéressement par la fondation de ses inventeurs salariés.

De par son action, la FONDATION participe au rayonnement et au développement des projets menés dans le cadre de l'IdEx. Son activité de mécénat opérée auprès du monde socio-économique permet par effet de levier de concourir au soutien global de l'IdEx (cf annexe 1).

ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ensemble des règles relatives à la propriété intellectuelle, objet du présent article, constituent un régime par défaut. Les PARTENAIRES ont la faculté *inter alia* d'y déroger au titre d'accords cadre préexistants ou dans le cadre d'un accord spécifique afférent à la réalisation de leur PART DU PROJET.

Dans cette dernière hypothèse, les PARTENAIRES s'engagent à négocier entre eux les termes de tels accords dans le respect de la communication de la Commission Européenne relative à l'encadrement communautaire mentionné aux présentes. Tout accord dérogatoire sera transmis à l'ETABLISSEMENT PORTEUR.

Sans préjudice des conventions passées par tout ou partie des PARTENAIRES qui encadrent ou encadreront « les autres lauréats du PIA » visés à l'annexe 5 de la CONVENTION Idex UNISTRA ci-jointe et qui pourront prendre en compte notamment l'intervention des tiers, industriels ou non, les PARTENAIRES ont convenu ce qui suit :

6.1 CONNAISSANCES ANTERIEURES ET AMELIORATIONS

Chaque PARTENAIRE est et reste propriétaire de ses CONNAISSANCES ANTERIEURES et de toutes améliorations ou évolutions que son personnel y apporte.

Aucune disposition de l'ACCORD n'interdit au PARTENAIRE titulaire des droits de propriété sur les CONNAISSANCES ANTERIEURES de les utiliser de quelque manière que ce soit pour lui-même ou avec tout tiers de son choix.

L'ACCORD n'emporte aucune cession ou licence de plein droit par un PARTENAIRE sur ses CONNAISSANCES ANTERIEURES au profit d'un autre PARTENAIRE.

6.2 RESULTATS PROPRES

Les RESULTATS PROPRES sont la propriété du PARTENAIRE qui les a générés.

Les éventuels BREVETS NOUVEAUX et autres titres de propriété intellectuelle sur lesdits RESULTATS PROPRES sont déposés à ses seuls frais et risques, à son seul nom et à sa seule initiative.

Dans le cas où des RESULTATS seraient générés par un seul laboratoire constitutif d'une structure commune de recherche dénuée de la personnalité morale (unité mixte de recherche ou laboratoire commun,...), ils sont qualifiés de RESULTATS PROPRES. Les tutelles de ladite structure sont considérées comme un seul PARTENAIRE propriétaire et font, entre elles, leur affaire de la répartition de leurs droits de copropriété respectifs, conformément aux accords qui les lient entre elles.

6.3 RESULTATS COMMUNS

6.3.1 Dispositions communes à tous les RESULTATS COMMUNS

Les RESULTATS COMMUNS seront par principe détenus par les PARTENAIRES COPROPRIETAIRES.

Toutefois les PARTENAIRES à l'origine d'un RESULTAT COMMUN pourront se concerter afin d'en attribuer la propriété à l'un ou plusieurs d'entre eux.

La propriété des RESULTATS COMMUNS est régie par les accords mis en place entre les PARTENAIRES COPROPRIETAIRES.

Les PARTENAIRES COPROPRIETAIRES signeront, avant toute exploitation, un règlement régissant la copropriété des RESULTATS COMMUNS et reprenant pour ce qui concerne les RESULTATS COMMUNS brevetables et/ou les droits d'auteur les principes d'utilisation et d'exploitation exposés ci-dessous.

Dans le cas où les RESULTATS seraient générés par le personnel de plusieurs structures communes de recherche dénuées de la personnalité morale (unité mixte de recherche ou laboratoire commun,...), ils seront qualifiés de RESULTATS COMMUNS et devront faire l'objet d'un règlement de copropriété.

Lorsque plusieurs personnes publiques sont à l'origine d'une même invention, les dispositions de l'article R. 611-13 du Code de la propriété intellectuelle s'appliqueront. Dans ce cadre, la répartition des redevances entre les PARTENAIRES COPROPRIETAIRES est définie par le règlement de copropriété mentionné à l'article 7 et à défaut d'accord, par arrêté ministériel.

6.3.2 RESULTATS COMMUNS brevetables

6.3.2.1 Gestion et procédure

Les PARTENAIRES COPROPRIETAIRES de RESULTATS COMMUNS désigneront, sur la base des dispositions de l'article R. 611-13 du Code de la propriété intellectuelle, le PARTENAIRE en charge de la protection et de la valorisation des RESULTATS COMMUNS, ci-après-désigné par « le MAITRE D'ŒUVRE ».

Si le MAITRE D'ŒUVRE est actionnaire de la Société d'Accélération du Transfert de Technologies, Conectus, il peut confier à cette dernière, dans le respect des accords passés avec elle, les opérations suivantes :

- assurer la protection des RESULTATS COMMUNS,
- négocier les licences et accords d'exploitation, accompagner la maturation des inventions.

Si le MAITRE D'ŒUVRE n'est pas actionnaire de la Société d'Accélération du Transfert de Technologies Conectus, il peut assurer la protection et la valorisation des RESULTATS COMMUNS via la structure de son choix.

Chaque PARTENAIRE COPROPRIETAIRE s'engage :

- à ce que le nom des inventeurs soit mentionné, à moins que ces derniers ne s'y opposent,
- à ce que son personnel respectif, cité comme inventeur, donne toutes les signatures et accomplisse toutes les formalités nécessaires au dépôt, au maintien et à la défense desdits brevets,
- à faire son affaire de la rémunération éventuelle de ses inventeurs.

Les frais de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des BREVETS en copropriété seront supportés par le MAITRE D'œuvre à titre d'avance et sera remboursé prioritairement sur les revenus d'exploitation.

6.3.2.2 Renonciation

Si l'un des PARTENAIRES COPROPRIETAIRES de RESULTATS COMMUNS renonce à déposer ou, après avoir été partie à des dépôts de BREVETS NOUVEAUX renonce à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs BREVETS NOUVEAUX dans un ou plusieurs pays, il devra en informer les autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES en temps opportun pour que ceux-ci déposent en leurs seuls noms, poursuivent la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur des BREVETS NOUVEAUX à leurs seuls frais, risques et profits.

Un PARTENAIRE COPROPRIETAIRE sera réputé avoir abandonné ses droits sur un ou plusieurs BREVETS NOUVEAUX, si il ne répond pas dans un délai de soixante (60) jours calendaires après la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point, au MAITRE D'ŒUVRE, désigné conformément au premier paragraphe de l'article 6.3.2.1.

Le PARTENAIRE COPROPRIETAIRE qui s'est désisté ou a abandonné ses droits conformément aux alinéas précédents s'engage à signer ou à faire signer toutes pièces nécessaires pour permettre aux autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES de devenir seuls copropriétaires du ou des BREVETS NOUVEAUX dans le ou les pays concernés.

Le PARTENAIRE COPROPRIETAIRE renonçant ne pourra prétendre à aucune compensation pour l'exploitation des BREVETS NOUVEAUX par les autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES dans les pays où il a abandonné la procédure.

6.3.2.3 Cession de quote-part de copropriété

Chaque PARTENAIRE COPROPRIETAIRE peut céder librement tout ou partie de sa quote-part de copropriété sur les BREVETS NOUVEAUX ou demandes de brevet correspondants.

Préalablement à toute cession de sa quote-part, le cédant doit notifier son intention de cession aux autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES par lettre recommandée avec avis de réception. Les autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES bénéficient en ce cas d'un droit de préemption qu'ils peuvent exercer, sous peine de déchéance, dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de l'intention de cession par le cédant.

En cas d'exercice du droit de préemption par les autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES, la transaction sera réalisée aux conditions initialement notifiées par le cédant, comme indiqué ci-dessus.

A l'expiration de ce délai et faute d'exercice du droit de préemption par les autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES, le cédant bénéficie de plein droit de l'autorisation de cession à un tiers.

Dans l'acte de cession, le cédant portera à la connaissance du tiers cessionnaire, qui les acceptera, les droits et obligations qui sont contenus dans l'ACCORD notamment eu égard à l'exploitation des CONNAISSANCES ANTERIEURES et des RESULTATS telle que décrite à l'article 7. Le cessionnaire sera subrogé dans les droits et obligations du cédant. Une copie de l'acte de cession sera communiquée aux autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES initiaux.

6.3.2.4 Défense des BREVETS NOUVEAUX

Au cas où l'un des PARTENAIRES COPROPRIETAIRES suspecterait la contrefaçon d'un BREVET NOUVEAU, les PARTENAIRES COPROPRIETAIRES se consulteront sur l'opportunité d'entamer ensemble une action en contrefaçon.

Dans le cas où un accord ne pourrait être obtenu entre les PARTENAIRES COPROPRIETAIRES dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification par l'un des PARTENAIRES COPROPRIETAIRES aux autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES des actes de contrefaçon d'un tiers, chacun des PARTENAIRES COPROPRIETAIRES pourra exercer, sous sa propre responsabilité, à ses frais et à son entier profit, toutes actions qu'il jugera utile.

Aucun des PARTENAIRES COPROPRIETAIRES ayant participé à de telles actions ne sera redevable de la moindre garantie à l'égard des autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES quant aux conséquences dommageables de telles actions et notamment en cas d'annulation de tout ou partie des BREVETS NOUVEAUX.

6.3.3 RESULTATS COMMUNS relevant du droit d'auteur (y compris les logiciels)

Dans l'hypothèse où les RESULTATS COMMUNS sont protégeables par le droit d'auteur, les PARTENAIRES employeurs des auteurs personnes physiques ayant contribué à ces RESULTATS COMMUNS en sont réputés copropriétaires au prorata de leur quote-part de copropriété.

Les PARTENAIRES concernés feront en sorte, en tant que de besoin, de disposer de tous les droits patrimoniaux relatifs aux RESULTATS COMMUNS.

6.4 Marques et autres signes distinctifs

Chaque PARTENAIRE reste titulaire de ses marques et autres signes distinctifs et des droits d'exploitation y afférents.

Les autres PARTENAIRES ne sont pas autorisées à en faire usage, sauf accord écrit du PARTENAIRE qui en est propriétaire. En tout état de cause, les sigles, logos et marques de chaque PARTENAIRE ainsi que toute référence à ceux-ci ne pourront être utilisés que dans des conditions telles qu'en aucune manière il ne puisse être porté atteinte à l'image, à la réputation ou à la notoriété de dudit PARTENAIRE.

Les PARTENAIRES pourront décider de procéder au dépôt de toute marque qu'ils estiment nécessaires notamment pour la visibilité du PROJET. Cette décision fera l'objet d'une décision du COPIL. Le cas échéant, les frais liés au dépôt de la marque seront portés à parts égales par les PARTENAIRES.

ARTICLE 7 - UTILISATION / EXPLOITATION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ensemble des règles relatives à l'utilisation et à l'exploitation des droits de propriété intellectuelle, objet du présent article, constitue un régime par défaut. Les PARTENAIRES ont la faculté *inter alia* d'y déroger au titre d'accords cadre préexistants ou dans le cadre d'un accord spécifique afférent à la réalisation de leur PART DU PROJET.

Sans préjudice des conventions passées par tout ou partie des PARTENAIRES qui encadrent ou encadreront « les autres lauréats du PIA » visés à l'annexe 5 de la CONVENTION Idex UNISTRA ci-jointe et qui pourront prendre en compte notamment l'intervention des tiers, industriels ou non, les PARTENAIRES ont convenu ce qui suit :

7.1 CONNAISSANCES ANTERIEURES

7.1.1 Utilisation aux fins d'exécution du PROJET

Pour les besoins de l'exécution de sa PART DU PROJET et à cette seule fin, chacun des PARTENAIRES pourra utiliser sans contrepartie financière, les CONNAISSANCES ANTERIEURES d'un autre PARTENAIRE, sous réserve du droit des tiers. Ces CONNAISSANCES ANTERIEURES seront communiquées par le PARTENAIRE détenteur sur demande expresse du PARTENAIRE ayant besoin de les utiliser et devront être traitées comme des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES conformément aux termes de l'article 8.1 de l'ACCORD.

Plus particulièrement, lorsque les CONNAISSANCES ANTERIEURES sont des logiciels, le PARTENAIRE qui les reçoit en application du présent article 7.1.1 ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisé à réaliser, outre une copie de sauvegarde, que la reproduction strictement nécessaire aux chargements, affichage, exécution, transmission, stockage de ces logiciels et aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa PART DU PROJET.

7.1.2 Utilisation aux fins d'exploitation industrielle et/ou commerciale des RESULTATS

Chaque PARTENAIRE s'engage, sous réserve des droits des tiers, à concéder à tout PARTENAIRE, sur sa demande expresse et motivée, une licence non exclusive sur ses CONNAISSANCES ANTERIEURES lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation des RESULTATS.

La licence donnera lieu à la signature entre les PARTENAIRES concernés d'un accord écrit préalable, précisant l'étendue des droits concédés, la durée de la licence ainsi que les conditions financières.

Plus particulièrement, lorsque les CONNAISSANCES ANTERIEURES sont des logiciels, le PARTENAIRE ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisé à réaliser, outre une copie de sauvegarde, que la reproduction strictement nécessaire aux chargements, affichage, exécution, transmission et stockage de ces logiciels, selon les termes de l'accord de licence visé ci-dessus.

Le PARTENAIRE qui reçoit les logiciels s'interdit tous autres actes d'utilisation ou toute autre exploitation desdits logiciels, et notamment tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable du PARTENAIRE détenteur.

Le droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des logiciels considérés, sauf accord exprès du PARTENAIRE détenteur.

7.1.3 Etendue des droits concédés

Les droits ainsi concédés sur les CONNAISSANCES ANTERIEURES seront non exclusifs, non cessibles et comporteront la faculté de sous-licencier.

7.2 RESULTATS

Chaque PARTENAIRE peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter ses RESULTATS PROPRES.

7.2.1 Utilisation aux fins d'exécution du PROJET

Chacun des PARTENAIRES concède aux autres PARTENAIRES, un droit non exclusif, non cessible, sans faculté de sous-licence et sans contrepartie financière de ses RESULTATS aux seules fins de l'exécution de leur PART DU PROJET.

Les conditions d'exercice de ce droit d'utilisation seront les mêmes que celles prévues à l'article 7.1 ci-dessus pour l'utilisation des CONNAISSANCES ANTERIEURES.

7.2.2 Utilisation aux fins de recherche

Chaque PARTENAIRE peut utiliser librement et sans contrepartie financière, sur sa demande motivée, les RESULTATS des autres PARTENAIRES issus des PARTS DU PROJET dans lesquels ils sont impliqués, exclusivement pour ses besoins propres de recherche (seul ou en collaboration avec d'autres PARTENAIRES et/ou des tiers).

7.2.3 Utilisation aux fins d'exploitation des RESULTATS

Les PARTENAIRES COPROPRIETAIRES de RESULTATS COMMUNS préciseront inter alia les modalités d'exploitation desdits RESULTATS COMMUNS dans le cadre du règlement de copropriété mentionné à l'article 6.3.1 ci-dessus.

Les PARTENAIRES s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de leur personnel et/ou de leurs sous-traitants éventuels, leur permettant d'accorder aux autres PARTENAIRES des droits d'exploitation et d'utilisation des RESULTATS dans les conditions prévues à l'ACCORD.

7.2.3.2 Dans le respect des accords préexistants conclus entre eux, toute exploitation directe et/ou indirecte par un PARTENAIRE COPROPRIETAIRE de RESULTATS COMMUNS donnera lieu à une compensation financière équitable, forfaitaire ou proportionnelle au profit des autres PARTENAIRES COPROPRIETAIRES.

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE – PUBLICATIONS

8.1 CONFIDENTIALITE

8.1.1 Chacune des PARTIES, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmettra aux autres PARTIES, les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à la réalisation de leur PART DU PROJET.

Aucune disposition de l'ACCORD ne peut être interprétée comme obligeant l'une des PARTIES à divulguer des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES à une autre PARTIE.

8.1.2 La PARTIE qui reçoit une INFORMATION CONFIDENTIELLE (ci-après désigné la «PARTIE RECIPIENDAIRE») d'une autre PARTIE (ci-après désigné la «PARTIE EMETTRICE») s'engage, pendant la durée de l'ACCORD et pendant les cinq (5) ans qui suivent son terme, quelle qu'en soit la cause (telle que résiliation de l'ACCORD en cas de retrait ou de défaillance d'une PARTIE), à ce que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES émanant de la PARTIE EMETTRICE :

- a) soient protégées et gardées strictement confidentielles,
- b) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel, ou à ses sous-traitants ayant à en connaître pour l'exécution de sa PART DU PROJET et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes.
- c) ne soient utilisées par lesdites personnes visées au b) ci-dessus que dans le but défini par l'ACCORD,
- d) ne soient copiées, reproduites ou dupliquées totalement ou partiellement qu'aux fins de réalisation du PROJET en découlant,

Toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES et leurs reproductions, transmises par une PARTIE à une autre PARTIE, resteront la propriété de la PARTIE EMETTRICE sous réserve des droits des tiers et devront être restituées à cette dernière ou détruite sur sa demande, à l'exception d'une copie qui pourra être conservée à des seules fins d'archivage.

La PARTIE RECIPIENDAIRE aura un délai de dix (10) jours à compter de la demande de la PARTIE EMETTRICE pour, soit restituer les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, soit lui adresser une attestation de leur destruction.

En tout état de cause, la PARTIE RECIPIENDAIRE reste responsable vis-à-vis de la PARTIE EMETTRICE du respect par ses sous-traitants des obligations prévues au présent article 8.1.2.

8.1.3 La PARTIE RECIPIENDAIRE n'aura aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES dont elle peut apporter la preuve :

- a) qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute de la PARTIE RECIPIENDAIRE,
- b) qu'elles étaient licitement en sa possession avant qu'elle les ait reçues de la PARTIE EMETTRICE,
- c) qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les communiquer de manière licite,
- d) que leur utilisation ou communication a été autorisée par écrit par la PARTIE RECIPIENDAIRE,
- e) qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la PARTIE RECIPIENDAIRE sans qu'elles aient eu accès à ces INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

Dans le cas où la communication d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. La PARTIE RECIPIENDAIRE s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication la PARTIE EMETTRICE afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

8.1.4 Sans préjudice des articles 6 et 7, il est expressément convenu entre les PARTIES que la communication entre eux d'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, au titre de l'ACCORD, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la PARTIE RECIPIENDAIRE un droit quelconque, notamment de propriété intellectuelle (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

8.1.5 Les PARTIES ne sauraient se prévaloir des stipulations du présent article pour restreindre toute communication à l'ETABLISSEMENT PORTEUR d'informations requises par celui-ci pour l'accomplissement de ses obligations notamment vis-à-vis de l'ANR ou encore de l'Etat.

8.1.6 Les PARTIES sont expressément autorisées à transmettre à leurs AFFILIES et aux personnes morales auxquelles elles ont confié l'exercice de certaines de leurs activités, des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES afin de permettre à ses dernières d'accomplir leurs missions pour les besoins de l'ACCORD. Une telle transmission ne constitue pas une violation de son obligation de confidentialité. La PARTIE concernée se porte fort du respect par l'AFFILIE, la personne morale visée ci-avant de l'obligation de confidentialité telle qu'elle résulte de l'ACCORD.

8.2 PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS

8.2.1 Dans le respect des stipulations de l'article 8.1, tout projet de communication ou de publication, présentation sous quelque support ou forme que ce soit, relatif au PROJET, portant sur des RESULTATS ou les CONNAISSANCES ANTERIEURES d'autres PARTENAIRES, par l'un des PARTENAIRES, doit recevoir, pendant la durée de l'ACCORD et les deux (2) ans qui suivent son expiration ou sa résiliation, l'accord préalable écrit des autres PARTENAIRES concernés, demandé par toute voie écrite permettant un avis de réception.

Au-delà de la période de deux (2) ans précitée, la communication ou la publication des RESULTATS COMMUNS ou des CONNAISSANCES ANTERIEURES qui ne constituent pas ou plus des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES au sens de l'article 8.1, est libre. Pour les RESULTATS COMMUNS ou CONNAISSANCES qui constituent encore des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, la procédure de demande d'autorisation susvisée est maintenue pour la durée de l'obligation de confidentialité mentionnée à l'article 8.1.

Le PARTENAIRE ayant l'intention de publier ou de faire une communication portant sur des RESULTATS ou les CONNAISSANCES ANTERIEURES d'autres PARTENAIRES doit envoyer son projet aux autres PARTENAIRES concernés trente (30) jours calendaires avant la date de publication ou de communication prévue.

Les PARTENAIRES concernés doivent rendre leur décision dans un délai maximal de vingt et un (21) jours calendaires à compter de la date de la demande. En l'absence de réponse d'un PARTENAIRE à l'issue de ce délai, son accord sera réputé acquis.

Cette décision peut consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication ou de publication;
- à demander que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES leur appartenant soient retirées du projet de communication ou de publication ;
- à demander des modifications, si certaines informations contenues dans le projet de communication ou de publication sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des CONNAISSANCES ANTERIEURES et/ou des RESULTATS à condition que les modifications n'altèrent pas la valeur scientifique de publication ou communication ;
- à demander que la communication ou la publication soit différée pour une durée à préciser si des causes réelles et sérieuses l'exigent, en particulier si des informations contenues dans le projet de publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Toutefois, aucun des PARTENAIRES ne pourra refuser dans ce cas son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du projet concerné.

Ces publications ou communications devront mentionner le concours de chacun des PARTENAIRES à la réalisation du PROJET, ainsi que l'aide apportée par l'ANR, comme spécifié dans la CONVENTION.

8.2.2 Dans le respect des stipulations de l'article 8.1 relatives à la confidentialité, les termes de l'article 8.2.1 ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe aux personnels des PARTENAIRES de produire un rapport d'activité aux organisme(s) dont elle relève ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant au PROJET ; cette soutenance, organisée dans le respect de la réglementation universitaire en vigueur est par principe publique mais peut exceptionnellement être organisée à huis-clos ;
- ni aux dépôts par un ou plusieurs PARTENAIRES d'une demande de brevet découlant uniquement de leurs RESULTATS ;
- ni à la publication ou communication par un PARTENAIRE de ses CONNAISSANCES ANTERIEURES ET RESULTATS PROPRES.

8.2.3 Chacun des PARTENAIRES s'engage à ne pas utiliser, par écrit ou oralement, le nom ou le logo des autres PARTENAIRES ou de l'un de leurs préposés dans le cadre des publications ou communications visées ci-dessus, et ce quel que soit le support utilisé, sans l'accord préalable écrit du PARTENAIRE concerné.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITES – ASSURANCES

9.1 RESPONSABILITE A L'EGARD DES TIERS

Chaque PARTIE reste responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages qu'elle pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD.

9.2 RESPONSABILITE ENTRE LES PARTIES

9.2.1 Dommages corporels

Chacune des PARTIES prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont elle relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chacune des PARTIES est responsable suivant les règles du droit commun des dommages de toute nature qu'elle cause au personnel d'une autre PARTIE.

9.2.2 Dommages aux biens

Chacune des PARTIES assume les conséquences, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'ACCORD aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre PARTIE.

9.2.3 Dommages Indirects

Les PARTIES renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, etc...) qui pourraient survenir dans le cadre de l'ACCORD.

9.3 GARANTIES ET RESPONSABILITES DU FAIT DES CONNAISSANCES ANTERIEURES, RESULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

Chaque PARTENAIRE reconnaît que les CONNAISSANCES ANTERIEURES, les RESULTATS et les autres informations communiquées aux autres PARTENAIRES dans le cadre de l'exécution de l'ACCORD sont communiqués en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Les CONNAISSANCES ANTERIEURES, les RESULTATS et ces autres informations sont utilisés par les PARTENAIRES dans le cadre de l'ACCORD à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucun des PARTENAIRES n'aura de recours contre les autres PARTENAIRES, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces CONNAISSANCES ANTERIEURES, de ces RESULTATS et de ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

9.4 ASSURANCES

Chaque PARTIE, doit, en tant que de besoin, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Chaque PARTIE doit notamment s'assurer en responsabilité civile exploitation et en responsabilité civile professionnelle.

La règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur » s'applique aux établissements PARTENAIRES.

ARTICLE 10 – PRISE D’EFFET - DUREE DE L’ACCORD - RESILIATION

10.1 Prise d’effet et durée

L’ACCORD est conclu pour la même durée que la durée de la CONVENTION et prend fin au plus tard le 31 décembre 2019.

La date d’effet de l’ACCORD est le 23 novembre 2011 point de départ de l’éligibilité des dépenses de l’IdEx UNISTRA.

Les stipulations des articles 6, 7, 8, 9 et demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre, nonobstant l’expiration ou la résiliation de l’ACCORD.

10.2 Résiliation

Le présent ACCORD pourra par ailleurs être résilié, de plein droit, partiellement ou totalement, sur décision unanime du Comité de Pilotage.

Sauf autrement convenu par écrit entre les Parties ou expressément spécifié autrement au présent Accord, l’Accord sera automatiquement résilié, de plein droit, en cas de décision de l’ANR d’arrêter le financement du projet.

ARTICLE 11 – RETRAIT OU DEFAILLANCE - ADHESION

11.1 RETRAIT

Une PARTIE qui souhaite se retirer du PROJET devra notifier sa décision dûment motivée à l’ETABLISSEMENT PORTEUR et à l’ANR dans les meilleurs délais.

L’ETABLISSEMENT PORTEUR convoque une réunion exceptionnelle du COPIL dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence d’une PARTIE souhaitant se retirer qui exposera à cette occasion ses justifications.

La résiliation de l’ACCORD vis-à-vis d’une PARTIE qui se retire prend effet à la date de la première présentation de la notification que lui adresse l’ETABLISSEMENT PORTEUR postérieurement à la réunion du COPIL.

11.2 DEFAILLANCE D’UNE PARTIE

Au cas où l’une des PARTIES manquerait aux obligations qui lui incombent, l’ETABLISSEMENT PORTEUR lui adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception. Dans l’hypothèse où celle-ci resterait sans effet pendant un délai d’un (1) mois, l’ETABLISSEMENT PORTEUR convoque une réunion exceptionnelle du COPIL dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence de la PARTIE défaillante qui exposera à cette occasion ses justifications.

Le COPIL peut décider d’exclure la PARTIE défaillante du PROJET, celle-ci ne prenant pas part au vote.

Cette décision est soumise à l’approbation de l’ANR.

Dans ce cas, la résiliation de l'ACCORD vis-à-vis de la PARTIE exclue prend effet à la date de la première présentation de la notification que lui adresse l'ETABLISSEMENT PORTEUR postérieurement à la réunion du COPIL.

11.3 CONSEQUENCES DU RETRAIT OU DE LA DEFAILLANCE

Le COPIL identifie les conséquences du retrait ou de la défaillance, émet les solutions que l'ETABLISSEMENT PORTEUR soumet à l'ANR afin de permettre la poursuite du PROJET, conformément aux stipulations de l'article 5 ci-avant.

La PART DU PROJET affectée par le retrait ou l'exclusion d'une PARTIE pourra être assurée par une autre PARTIE ou par un tiers désigné par le COPIL, sous réserve de l'acceptation de la PARTIE qui se voit réaffecter la PART DU PROJET et que cette réaffectation soit approuvée par l'ANR.

Dans les cas prévus aux articles 11.1 et 11.2, la PARTIE exclue ou qui se retire s'engage à communiquer aux autres PARTIES ou au tiers remplaçant ce premier, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations nécessaires à l'exécution de la PART DU PROJET affectée. En outre, la PARTIE exclue ou qui se retire s'engage à ne pas opposer aux autres PARTIES ou au tiers la remplaçant, ses droits de propriété intellectuelle relatifs à ses CONNAISSANCES ANTERIEURES et RESULTATS, pour la poursuite du PROJET concernés. Elle s'engage à négocier les termes d'une licence pour l'exploitation de ses RESULTATS et/ou de ses CONNAISSANCES ANTERIEURES, dans les conditions de l'article 7 ci-avant.

Le retrait ou l'exclusion d'une PARTIE ne dispense pas celui-ci de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation de l'ACCORD à son égard et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation par les autres PARTIES à l'exercice de leurs droits à d'éventuels dommages et intérêts.

11.4 ADHESION D'UN TIERS

La participation d'une nouvelle personne morale au PROJET en qualité de PARTENAIRE est soumise à l'approbation des PARTENAIRES, du COPIL et de l'ANR ainsi et qu'à la signature préalable d'un avenant à l'Accord. Les PARTENAIRES donnent mandat à l'ETABLISSEMENT PORTEUR de signer en leur nom et pour leur compte l'avenant à l'ACCORD ayant pour seul objet l'entrée d'un nouveau partenaire et n'introduisant aucune modification à l'ACCORD.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

Aucune PARTIE ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquée par un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1148 du code civil et de la jurisprudence.

La PARTIE invoquant un événement constitutif d'un cas de force majeure devra en aviser l'ETABLISSEMENT PORTEUR par écrit avec avis de réception dans les dix (10) jours calendaires suivant la survenance de cet événement. L'ETABLISSEMENT PORTEUR devra ensuite en informer l'ANR dans les meilleurs délais.

Le COPIL se réunit dans les plus brefs délais afin de proposer une solution pour permettre la réalisation du PROJET.

L'ETABLISSEMENT PORTEUR informera l'ANR de la solution retenue pour assurer la continuité du PROJET.

ARTICLE 13 – CORRESPONDANCE

Toute notification relative à l'exécution ou à l'interprétation de l'ACCORD sera valablement faite aux coordonnées respectives des PARTIES. Toute notification devra, pour être valablement opposée aux autres PARTIES, être faite par courrier électronique avec accusé de réception, par télécopie ou par lettre recommandée avec avis de réception, qui sera réputée remise à compter de la première présentation à la PARTIE réceptrice.

Chaque PARTIE devra informer les autres PARTIES, via l'ETABLISSEMENT PORTEUR, par écrit, de tout changement d'interlocuteur ou d'adresse dans les meilleurs délais.

ARTICLE 14 – INTUITU PERSONAE – CESSION DE CONTRAT

Les PARTIES déclarent que l'ACCORD est conclu intuitu personae.

En conséquence, aucune PARTIE n'est autorisée à céder à un tiers tout ou partie de ses droits et obligations sans l'autorisation du COPIL et de l'ANR.

ARTICLE 15 – LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de l'ACCORD, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du COPIL.

En cas de désaccord persistant, le litige sera définitivement tranché par les tribunaux compétents saisis à l'initiative de la PARTIE la plus diligente.

ARTICLE 16 – STIPULATIONS DIVERSES

16.1 NULLITE

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des stipulations de l'ACCORD serait contraire à une loi ou à un texte réglementaire impératifs, les PARTIES procèderaient aux modifications de l'ACCORD nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de l'ACCORD resteraient en vigueur.

16.2 OMISSIONS

Le fait, par l'une des PARTIES d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'ACCORD, ne peut en aucun cas impliquer renonciation par la PARTIE intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

16.3 MODIFICATIONS

Aucune addition ou modification des termes de l'ACCORD n'a d'effet à l'égard des PARTIES à moins d'être faite par avenant signé par leurs représentants dûment habilités.